

SOUS-PREFECTURE D'ISTRES

N° 2023-186
Domaine : 1.4

DECISION DU MAIRE

(Application de l'article L 2122.22 du Code Général
des Collectivités Territoriales)

LE MAIRE DE CARRY-LE-ROUET

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L. 2122-21 et L. 2122-22 résultant des dispositions de la loi n° 96.142 du 21 Février 1996, relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n° 2020-112 du 23 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal de Carry-le-Rouet a délégué, sans aucune réserve, à son Maire et pour la durée du mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard de toutes les matières énumérées à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT Le contrat de cession de l'Association « CARRY CULTURE & LOISIRS », domiciliée 5 impasse Bocoumajour – 13620 Carry-le-Rouet, représentée par Monsieur André Cresci, en qualité de président, pour assurer deux soirées « FESTIVAL LATINO », dans le cadre des animations estivales, le 18 et 19 août 2023,

D E C I D E

Article I : De signer Le contrat de cession avec l'Association « CARRY CULTURE & LOISIRS », domiciliée 5 impasse Bocoumajour – 13620 Carry-le-Rouet, représentée par Monsieur André Cresci, en qualité de président.

Article II : Les soirées « FESTIVAL LATINO » auront lieu les 18 et 19 août 2023, dans le cadre des animations estivales, sur l'Esplanade Jean Jaurès de Carry -le-Rouet.

Article III : La dépense qui s'élève à 3 500.00 € T.T C est inscrite au budget principal de la commune et sera réglée par mandat administratif.

Article IV : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Envoyé en préfecture le 07/07/2023

Reçu en préfecture le 07/07/2023

Publié le

07 JUL. 2023

ID : 013-211300215-20230703-DEC2023186-CC

Article V : La présente décision peut faire l'objet d'un Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication. Cette saisine peut être faite :

- par voie écrite à l'adresse suivante :

Tribunal Administratif de Marseille

22/24 rue Breteuil

13281 MARSEILLE CEDEX 6

- par voie dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télécours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Carry-le-Rouet, le 3 juillet 2023

Le Maire,

René-Francis CARPENTIER

